



La série Focus de l'UICN

La coopération mondiale

Le rôle du secteur privé



UICN
Union mondiale pour la nature

L'article qui suit est une version abrégée d'un discours prononcé le 23 janvier 1992 par Sir Shridath Ramphal, lors d'une conférence intitulée "L'Asie et le Pacifique: unir les affaires et l'environnement" parrainée par le International Herald Tribune, en association avec le Thailand Development Research Institute de Bangkok, Thaïlande.

La série Focus de l'UICN

**La coopération mondiale
Le rôle du secteur privé**

Sir Shridath Ramphal

President

UICN – Union mondiale pour la nature

**UICN – Union mondiale pour la nature
1993**

Publiée par: l'UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni

Mise en page: Service des publications de l'UICN, Cambridge, Royaume-Uni
Publication de l'UICN assistée par ordinateur et rendue possible grâce à un don Madame Julia Ward

Droits d'auteur: (1993) Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Imprimé par: The Burlington Press, Cambridge, Royaume-Uni

Photo en couverture : Un agriculteur près d'une usine chimique, Plock, Pologne: WWF/André Maslennikov/IBL

Photo dans le texte: Générateur du vent, une source d'énergie renouvelable en Koldby, Mer des Wadden, Danemark: WWF/Hartmut Jungius

Rédactrice du Focus: Joanna Boddens Hosang
Division des Relations publiques, UICN, Gland

Disponible auprès du: Service des publications de l'UICN
219 Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL
Royaume-Uni
ou
Division des Relations publiques, UICN
Rue Mauverney 28, CH-1196 Gland, Suisse

L'opinion des auteurs, exprimée dans cette publication ne reflète pas nécessairement celle de l'UICN.

Imprimé sur du papier recyclé

La coopération mondiale

Le rôle du secteur privé

Sir Shridath Ramphal, President, UICN

Si l'on devait décrire en trois mots ce qui met le plus en péril l'environnement, on pourrait dire: "richesse et pauvreté" ou, peut-être plus précisément: "industrialisation et sous-développement". Les deux formules sont de style télégraphique bien sûr. Essayons une phrase: "consommation excessive des ressources par le quart riche de la population mondiale et dénuement intolérable des trois quart restants qui sont pauvres". C'est encore trop télégraphique; il faut donc expliciter chacun des éléments; côté ressources, un des facteurs essentiels est l'énergie; côté dénuement, un des facteurs essentiels est la démographie. Une description plus longue a un certain mérite car en élaborant, on ajoute des éléments précis: pluies acides, gaz à effet de serre, couche d'ozone, réchauffement mondial du climat, évolution du climat, élévation du niveau de la mer, extinction des espèces, avancée des déserts, disparition des forêts, crise du bois de feu, risques nucléaires, déchets dangereux, érosion des sols, conditions de vie sordides en ville, diminution des réserves d'eau—pour ne mentionner que les plus évidents.

La question de la consommation est au coeur de la crise de l'environnement. C'est l'impact des activités humaines sur la biosphère qui cause un stress écologique et met en danger la capacité de la planète d'entretenir toutes les formes de vie. Cet impact résulte essentiellement de l'énergie et des matières premières que l'on utilise ou gaspille dans le monde entier et cet impact est extrêmement inégal.

Un quart de la population mondiale, surtout dans les pays industrialisés, consomme 75 pour cent de l'énergie commerciale. Les trois quart restants, surtout dans les pays en développement, ne consomment que 25 pour cent de cette même énergie. En moyenne, chaque habitant d'un pays industrialisé consomme 10 fois plus d'énergie commerciale que son voisin d'un pays en

développement.¹ Cette forte consommation d'énergie entraîne beaucoup plus de pollution que la faible consommation des pauvres. Le dioxyde de carbone est un facteur essentiel du stress écologique. Or, un habitant de l'Amérique du Nord produit dix fois plus de dioxyde de carbone qu'un habitant de l'Asie du Sud ou de l'Asie de l'Est (à l'exception du Japon).

Les pressions qu'exercent les pays industrialisés sur les ressources de l'environnement national et mondial ne sont pas proportionnelles au nombre de leurs citoyens mais bien à l'échelle de la consommation. La croissance démographique de ces pays—ce que les économistes appellent le "taux de fécondité", est pratiquement stable. Leur impact sur la biosphère, les pressions auxquelles ils soumettent l'environnement, la mesure dans laquelle ils mettent la planète en péril ne sauraient diminuer que par la réduction de la consommation d'énergie et d'autres ressources. Il est clair qu'avec détermination, on peut faire de grands progrès dans ce sens, tant dans les pays qui y sont déjà quelque peu parvenus (comme le Japon) que dans ceux qui sont de gros consommateurs et qui, loin d'aller dans ce sens, ont en fait augmenté leur consommation par habitant. N'est-ce pas paradoxal de constater que, depuis 1970, ce sont les pays pauvres—en particulier d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine à mesure que la croissance démographique prenait de vitesse la croissance économique—qui ont connu des réductions réelles de la consommation d'énergie commerciale par habitant?



Générateur du vent, une source d'énergie renouvelable en Koldby, Mer des Wadden, Danemark.

Voyons la réalité en face: nous avons bâti la prospérité de notre société sur l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles. Notre civilisation moderne survivra ou périra, selon notre aptitude à procéder à un ajustement

¹ WCED, 1987. *Our Common Future* [Notre avenir à tous]. OUP, Oxford, RU.

culturel majeur dans nos rapports avec l'environnement—pour passer de relations basées sur la spoliation à des relations fondées sur la durée. Ceux qui —peu nombreux—ont prospéré de cette manière et dont la société de consommation continue d'être la menace la plus grave pour la survie de l'espèce humaine, peuvent-ils relever le gant tant qu'il est encore temps?

Les pays industrialisés et les pays en développement abordent la crise de l'environnement—crise qui les concerne au même titre—avec une expérience économique tellement différente et avec des capacités si disparates qu'il y a danger de percevoir la crise elle-même sous des angles différents, ce qui pourrait avoir des répercussions graves sur les relations Nord-Sud. Dans les années 80, les pays occidentaux industrialisés ont connu une période de prospérité économique remarquable et relativement inattendue, prospérité qui a eu de nombreux effets non désirables sur l'environnement mais qui a aussi donné à ces pays les armes nécessaires pour lutter contre les problèmes écologiques. Les pays les plus sensibles à l'environnement ont déjà obtenu des résultats mesurables pour ce qui est de la qualité de l'air et des cours d'eau ainsi qu'en matière de lutte contre la pollution. La différence est flagrante avec de nombreux pays en développement où la pauvreté s'est accentuée dans les années 80 et où, pour des centaines de millions de personnes, la vie n'est depuis longtemps qu'une lutte pour la survie. Lorsque, pour l'individu, la priorité consiste à survivre et que, pour le gouvernement, les choses sont à peine différentes—fardeau du service de la dette, faible prix des matières premières et barrières protectionnistes empêchant la croissance—le “développement durable” et les efforts voulus pour assurer la sécurité environnementale sont, inévitablement, des objectifs fort éloignés. La pauvreté et l'environnement sont inextricablement unis par des liens de cause à effet. Il est impossible de traiter séparément les problèmes de l'environnement et les facteurs économiques nationaux et mondiaux qui perpétuent la pauvreté.

Ce qui rend cela particulièrement critique, c'est que tout indique que l'incidence de la pauvreté dans le tiers monde ne cesse d'augmenter. Ainsi, à l'exception de la Chine, le nombre de cas de malnutrition est passé, selon les estimations, de 650 à 730 millions dans les années 70 et aurait encore augmenté fortement dans les années 80, lorsque le développement économique de

nombreux pays a marqué le pas. Cent soixante millions d'enfants de moins de cinq ans—dont les deux tiers en Asie du Sud—souffrent de carences protéiques.² Dans 21 des 35 pays à faible revenu, l'apport quotidien de calories par habitant était plus bas en 1985 qu'en 1965 et dans près de la moitié des 115 pays en développement, la consommation alimentaire de base par habitant a diminué dans les années 80. Dans presque tous les pays en développement, le taux de croissance économique a chuté abruptement tout comme le revenu réel par habitant tandis que le chômage augmentait et que les mesures d'austérité, prises pour cause de crise économique, entraînaient des coupes sombres dans les budgets de l'éducation et de la santé.

Les pays en développement craignent, à juste titre, que l'intérêt de leurs populations ne soit que le cadet des soucis des pays riches lorsqu'ils formulent certaines demandes. Proposer que les pays pauvres renoncent à certaines possibilités de croissance économique pour se mettre à une situation découlant essentiellement du gaspillage et de la consommation imprudente des pays riches ressemble à une tentative de maintien de la répartition actuelle de la richesse et du pouvoir. Si ces différences entre le Nord et le Sud persistent (ou s'accroissent) il deviendra extrêmement difficile de trouver des solutions harmonieuses aux problèmes mondiaux de l'environnement.

Le fait que les ONG des pays industrialisés réclament à cor et à cri une interdiction du commerce des bois tropicaux est symptomatique. Il est clair que ceux qui font commerce du bois surexploitent gravement certaines forêts tropicales et que la foresterie doit être soumise à une discipline économique qui mène à l'utilisation durable. Mais se concentrer sur ce problème conduit à négliger celui, beaucoup plus grave, des forêts qui reculent devant les légions de pauvres gens en quête de terres pour planter ou faire paître leurs troupeaux et qui coupent les arbres pour en brûler le bois: le problème persistera, voire même s'aggravera alors même que le commerce du bois aura cessé. Etre obnubilé par l'exploitation commerciale conduit à intervenir dans les pays en développement et à leur faire la morale; s'attaquer aux vrais problèmes exige d'atténuer la pauvreté en accélérant le processus de développement. Les gouvernements occidentaux savent très bien que faire la morale n'est pas une solution mais comme ils ne sont pas prêts, en général, à aider les pays en

² Source: ONU et Banque mondiale

développement à extirper les racines de la déforestation, ils prêtent une oreille complaisante à la polémique et, ce faisant, enveniment les choses.

Toutefois, les pays en développement ne doivent pas laisser les manquements des pays riches, les inciter à manquer eux-mêmes de résoudre certains problèmes à long terme, politiquement rébarbatifs mais d'importance critique pour leur survie et, en réalité, pour la survie de l'humanité. Le pendant de la consommation des pays riches pourrait être la surpopulation des pays pauvres. Dans ce cas, le problème est la trop faible consommation, la quantité trop limitée de ressources pour l'alimentation, l'eau, la santé, l'hygiène, le logement, l'emploi, l'énergie et l'agriculture. Une croissance démographique rapide aggrave le problème, entrave le développement et pousse les pays à s'endetter encore plus à l'étranger pour satisfaire aux besoins de la population. A son tour, le service de la dette oblige à générer des recettes d'exportation supplémentaires en accentuant la demande sur le capital de ressources des forêts, de la pêche et de produits pétroliers, par exemple. Or, c'est dans les pays pauvres, où le niveau de consommation est faible, que le taux de croissance démographique est le plus fort. Dans ces pays, la relation entre démographie et dégradation de l'environnement est étroite: une population prolifique exerce des pressions sur le capital de ressources naturelles même si le taux de consommation par habitant est très faible.

L'écart entre le choix humain bien compréhensible et la catastrophe d'origine humaine inévitable n'est jamais aussi grand que dans le domaine de la démographie. Pour une famille qui arrive à peine à survivre, le bon sens dicte d'avoir de nombreux enfants dans l'espoir que certains survivent pour faire vivre la famille. Mais lorsque beaucoup de familles font de même, on aboutit à une population trop nombreuse pour les terres disponibles, pour l'infrastructure scolaire et sanitaire et pour les autres services. Au Kenya, pays qui manque cruellement de terres arables, qui souffre du chômage et a de graves problèmes environnementaux, une femme met, en moyenne, huit enfants au monde. On s'attend à ce que la population passe de 25 millions à plus de 80 dans les prochains 35 ans, même si le taux de natalité baisse de moitié durant cette période. Au Bangladesh où presque chaque pouce de terrain cultivable est déjà utilisé—et où des millions de personnes vivent sur des bancs de boue, dans des conditions précaires et au risque d'une catastrophe imminente—la population devrait doubler dans la même période, pour passer de 110 à 120 millions d'habitants, en supposant que le taux de natalité baisse

de moitié. Des pressions démographiques croissantes de ce genre contribuent à bien des problèmes écologiques les plus graves comme la désertification et la déforestation.

Et ces problèmes ne résultent pas de l'ignorance. Dans la plupart des pays pauvres il existe une somme de connaissances approfondies sur les pratiques agricoles durables. En Inde, en Chine, en Indonésie et dans bien des régions d'Afrique aussi, les communautés paysannes ont des traditions de terrassage, de rotation des cultures, d'utilisation des engrais naturels et d'élevage qui n'ont pas attendu l'arrivée de la technologie européenne. Mais il se trouve que les pays pauvres sont bien souvent pris dans une spirale descendante où les pressions de la pauvreté et de la démographie galopante poussent à l'abandon de techniques adaptées en faveur de méthodes qui accroissent le revenu immédiat. Les pays riches ont de lourdes responsabilités, que ce soit du point de vue du transfert de ressources pour aider au développement que de la création d'un environnement économique mondial encourageant davantage les efforts déployés par les pays en développement pour se sortir eux-mêmes de cette spirale. C'est l'essence même de la coopération pour la survie. L'économie et l'écologie sont inséparables.

Si les pays industrialisés ne se décident pas à agir plus activement pour soulager la pauvreté, beaucoup de pays en développement ne dépasseront pas le stade de la simple survie au jour le jour et encore moins le point où ils pourront donner un sens au "développement durable". Pour les pays occidentaux industrialisés, le moment est décisif et pourrait facilement être gâché. S'ils méprisent les appels à l'aide du monde en développement ou s'ils font preuve d'esprit de clocher et d'égoïsme pour traiter les questions de l'environnement et du développement, la récolte pourrait être amère.

Il nous faut maintenant veiller aux chefs politiques de la Terre, soutenue par la communauté mondiale, saisisse l'occasion de porter l'action pour la survie à de plus hauts niveaux d'efficacité. La communauté est, en générale, mieux informée que les gouvernements; elle est mondiale dans sa portée et interdisciplinaire dans ses liens. Elle comprend intuitivement que les hommes ont un sort commun et qu'appartenir à la même planète revient à appartenir à la même famille. D'égale importance est la passion de protéger la vie sur terre qui anime ces représentants officieux des peuples du monde. Trop facilement taxée de frénétique, cette passion de la vie—cette "rage contre la mort de

la lumière” comme la décrivait Dylan Thomas—est un antidote nécessaire à l’inertie, non seulement des bureaucraties mais aussi de la politique officielle qui évite le populisme mais vit selon ses instincts. Le monde devra tenir compte de ces voix insistantes au delà de Rio, dans chaque pays, et dans notre patrie, la planète.

La communauté mondiale des affaires, le secteur des entreprises, les sociétés multinationales et les entrepreneurs individuels doivent faire chorus à ces voix insistantes. Si les procédés industriels sont les premiers pollueurs et si le monde des affaires au sens le plus large est un moteur de la surconsommation, je sais aussi par expérience que la communauté des affaires, et en particulier les multinationales qui travaillent dans un contexte mondial, financier, opérationnel et intellectuel, est sensible aux périls qui menacent l’environnement.

Les hommes d’affaires savent, mieux que la plupart, combien il est nécessaire de forger cette coopération pour la survie. Les entreprises doivent jouer un rôle de premier plan pour la faire naître en usant de toute leur influence. Le monde des affaires a donc le devoir majeur de veiller à ce que les acteurs de l’environnement, après le Sommet de la Terre, ne ratent pas l’occasion de mettre en place cette coopération. Renversement paradoxal des rôles, c’est sur le monde des affaires que nous devons compter pour adopter une optique à très long terme tandis que les gouvernements abandonnent leur rôle visionnaire pour se préoccuper d’élections à court terme.

La survie est notre affaire à tous. Nous sommes tous concernés, nous devons tous contribuer. Unir les affaires et l’environnement est une mission de portée mondiale.

Note de l’éditeur

Sir Shridath Ramphal est aussi l’auteur du livre *Our Country, The Planet: Forging a Partnership for Survival*, qu’il a écrit sur l’invitation du Secrétaire Général du CNUED pour le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, juin 1992.

Autres titres de la collection

Holdgate M. W. (1993). *La nature sauvage peut-elle payer pour elle-même?* UICN, Gland et Cambridge.

Sir Shridath S. Ramphal
Président
UICN – Union mondiale pour la nature

Sir Shridath Surendranath (Sonny) Ramphal, élu président de l'UICN – Union mondiale pour la nature—à sa 18e Assemblée générale en 1990, s'est consacré tout au long de sa carrière aux affaires internationales et à la défense des intérêts des pays en développement.

Citoyen guyanien, Sir Shridath a suivi des études de droit au King's College de Londres, puis à la Harvard Law School, grâce à une bourse de la fondation Guggenheim. En qualité de procureur général de Guyana, il a rédigé la nouvelle constitution lors de l'accession à l'indépendance de son pays, dont il a été ultérieurement ministre des Affaires Etrangères et de la Justice. En 1968, puis en 1973, il a occupé les fonctions de vice-président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Elu secrétaire général du Commonwealth en 1975, Sir Shridath a rempli trois mandats de cinq années. Après avoir dirigé la West Indian Commission dont le rapport est paru en 1992, il assume aujourd'hui avec Ingvar Carlsson, ex-premier ministre de Suède, la coprésidence de la "Commission on Global Governance".

Sir Shridath a également collaboré à chacune des cinq commissions internationales indépendantes qui se sont penchées sur les problèmes mondiaux dans les années 1980: la Commission Brandt (développement), la Commission Palme (désarmement et sécurité), la Commission Brundtland (environnement et développement), la Commission des problèmes humanitaires internationaux et la Commission Sud. Il a en outre présidé le Comité des Nations Unies sur la planification du développement. (1984–1987).

Conseiller spécial du secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, Sir Shridath a publié pour la circonstance un livre intitulé *Our Country, The Planet: Forging a Partnership for Survival*.

Président exécutif de la Fondation internationale Willy Brandt et chancelier des universités des Antilles, de Warwick et du Guyana, Sir Shridath a également reçu de nombreux titres honorifiques et distinctions dans plusieurs pays.

UICN – Union mondiale pour la nature

Fondée en 1948, l'UICN – Union mondiale pour la nature réunit des Etats, des organismes publics et un large éventail d'organisations non gouvernementales en une association mondiale unique: en tout, près de 773 membres dans 123 pays. L'Union cherche à oeuvrer, en collaboration avec ses membres, à l'avènement d'un développement qui soit durable et améliore de manière permanente la qualité de vie de l'humanité toute entière.

La série Focus de l'UICN

La série Focus de l'UICN se compose d'essais destinés à provoquer la réflexion sur la conservation et le développement durable. Les articles émanent de différentes sources, généralement au sein de l'UICN même, et ont souvent trait à des domaines dans lesquels la politique est en cours de développement, d'évaluation ou d'élaboration. Le but n'est pas de présenter la politique officielle de l'UICN mais de proposer des avis et de donner matière à poursuivre le débat.

Pour les autres titres de la série voir la dernière page.

UICN – Union mondiale pour la nature

Rue Mauverney 28,

CH-1196 Gland, Suisse

Tel: ++41 22 999 0001; Fax: ++41 22 999 0002

Telex: 419 624 iucn ch